



***LA GEOPOLITIQUE MONDIALE DES
DROGUES 1997/1998***

RAPPORT ANNUEL

OGD - BP 190 - 75463 Paris cedex 10

Tél. : 00 33 (0) 1 40 36 63 81

Fax. : 00 33 (0) 1 40 38 11 65

Internet : <http://www.ogd.org>

Octobre 1998

Le présent rapport a été réalisé

avec l'assistance financière de la Commission des Communautés Européenne (DG1B)
(Les points de vue exposés dans le rapport reflètent des opinions de l'ONG et de ce fait ne
représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission)

et avec l'appui
de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme,
du Ministère des Affaires Etrangères / MILDT - Paris
et du Foreign and Commonwealth Office - Londres

La réalisation de ce rapport n'a été possible que grâce à la participation active de l'équipe, des
collaborateurs et des correspondants de l'Observatoire Géopolitique des Drogues

***LA GEOPOLITIQUE MONDIALE DES
DROGUES 1997/1998***

RAPPORT ANNUEL

Les publications de l'Observatoire géopolitique des drogues

LES RAPPORTS annuels

* 1992/1993

La Drogue Nouveau Désordre Mondial. Paris : Ed. Hachette, 1993, (Pluriel)

Edition allemande : **Der Welt-Drogen-Bericht.** DTV Sachbuch, 1993.

* 1993/1994

État des Drogues, Drogue des États. Paris : Ed. Hachette, 1994 (Pluriel)

* 1994/1995

Géopolitique des Drogues – 1995. Paris : Ed. la Découverte, 1995

Edition anglaise : **The Geopolitics of Drugs.** Boston : Northeastern University Press, 1996

* 1996/1997

Géopolitique Mondiale des Drogues – 1995/1996. [multigr.]. Paris : OGD, 1997

Edition anglaise : **The World Geopolitics of Drugs 1995/1996.**

Edition espagnole : **Geopolitica mundial de las drogas 1995/1996**

disponible sur internet : <http://www.ogd.org>

LA LETTRE CONFIDENTIELLE

mensuelle en 3 langues, sur abonnement* 12 numéros par an

* français : **La Dépêche Internationale des Drogues**

* anglais : **The Geopolitical Drug Dispatch**

* espagnol : **El Informativo Internacional sobre las Drogas**

LES OUVRAGES

Des jardins secrets aux champs de bataille, Psychotropes, Vol. VIII, num 1-2, Montréal, automne/hiver 1992

La planète des drogues / Actes du Colloque International sur la géopolitique mondiale des drogues, Paris, l'Arche de la Défense, 1992/12/10-12 ; OGD org. ; Alain LABROUSSE dir., Alain WALLON dir.. Paris : Ed. le Seuil, 1993

Edition espagnole : **El planeta de las drogas.** Bilbao : Ediciones Mensajero, 1994 (solidaridad Norte-Sur)

Edition allemande : **Der Planet der Drogen.** Frankfurt am Main, Ed. Fischer, Février 1996

L'Empire de la drogue. La Russie et ses Marches. Dimitri de KOCHKO, Alexandre DATSKEVITCH. Paris : Hachette, 1994 (Pluriel)

Géopolitique et géostratégies des drogues. Michel KOUTOUZIS, Alain LABROUSSE. Paris : Ed. Economica, 1996.

Atlas Mondial des Drogues. OGD. Paris : Ed. Presses Universitaire de France (PUF), 1996

* * Prix d'abonnement : 1200 fr/an – adresse : BP 190 – 75463 Paris Cedex 10

Les médias face à la drogue. / un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, Paris, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, février 1996 ; OGD org ; Paris : dossier pour un débat 76, FPH, mars 1997

I. INTRODUCTION

LE RAPPORT ANNUEL, MODE D'EMPLOI

Pourquoi un rapport annuel sur la géopolitique mondiale des drogues ?¹

Après avoir publié depuis 1992 trois rapports annuels sous forme de livres (dont le premier a fait l'objet d'une traduction en allemand et le troisième en anglais), l'OGD a fait le pari en 1997 de livrer sa nouvelle édition (en français, anglais et espagnol) sous forme brochée, sur disquette, et surtout sur son site Web (<http://www.ogd.org>). Cette publication a permis de toucher une vaste gamme de lecteurs dans de nombreux pays du monde. Outre les centaines d'exemplaires dans chaque langue distribués sous forme papier et disquette, le nombre de consultations sur le site s'est élevé à 140 000 (un même visiteur étant susceptible de réaliser plusieurs requêtes) et le nombre de rapports entièrement téléchargés à 1 076 (497 en français, 393 en anglais et 186 en espagnol).

L'écho rencontré par le rapport annuel de l'OGD prouve qu'il comble un vide. En effet, bien que nul ne puisse plus nier que les drogues jouent un rôle de premier ordre dans les domaines économiques (Royaume-Uni, Colombie, Japon, Birmanie), dans les conflits locaux (Afghanistan, Turquie, Kosovo, Sénégal, Colombie) et dans le développement de la criminalisation de l'État (Russie, Turquie, Pakistan, Nigeria, Mexique, Paraguay), il n'existait jusqu'ici aucune publication offrant une approche globale de leur géopolitique mondiale. C'est-à-dire de l'impact de la production, du trafic, de la consommation des drogues et du blanchiment d'agent sur les rapports de force à l'intérieur d'un même pays (géopolitique interne), et sur les conflits (économiques, politiques, militaires) entre différents États (géopolitique internationale). En dehors même du fait qu'ils n'abordent pas le problème des drogues sous un angle géopolitique, les deux seuls rapports qui traitent de la situation des drogues dans le monde souffrent des sérieuses contraintes auxquelles ils sont soumis. Nous écrivions en 1997 à propos de celui de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) qui dépend des Nations unies : «Il s'agit d'un instrument technique qui s'efforce d'évaluer la situation dans les différentes régions du monde et surtout la mise en œuvre des résolutions des Nations unies par les différents États concernés. Il est élaboré, pour l'essentiel, à partir de rapports nationaux fournis par les pays membres de l'OICS qui ne peuvent donc être mis en cause par ce dernier. Lorsque certains pays manquent de façon par trop flagrante à certaines de leurs obligations, ils font tout au plus l'objet de timides remontrances». Le deuxième rapport, celui du Département d'État américain, est davantage «engagé», mais en fonction des intérêts de la première puissance mondiale. Il est donc nécessaire de le lire à l'aune des relations des États-Unis avec les pays étudiés. Il a pour corollaire le processus de «certification» dont le caractère arbitraire n'a plus besoin d'être souligné.

Le rapport de l'OGD (organisation qui est régie par la Loi de 1901 sur les associations à but non lucratif) est subventionné par l'Union européenne, notamment, mais sans que cela implique de concessions politique, stratégique ou diplomatique de la part de l'OGD. L'Union européenne tient d'ailleurs à faire préciser qu'elle n'est pas engagée par le contenu du rapport. Il s'agit donc du seul rapport véritablement indépendant dans ce domaine. Ses différents chapitres sont écrits grâce aux contributions de près de 200 correspondants (journalistes, chercheurs, membres d'ONG) dans une centaine de pays, auxquelles s'ajoutent les recherches de l'équipe permanente de l'OGD. Les

¹ On trouvera dans le rapport publié en 1997, *La géopolitique mondiale des drogues 1995/1996*, une présentation beaucoup plus détaillée de la spécificité des rapports de l'OGD, pp. 4-6.

informations et les analyses de l'OGD sont en outre confrontées à celles qui lui sont fournies par les organisations internationales concernées par le problème des drogues (PNUCID, Interpol, Europol, Organisations mondiales des douanes) et par des organismes nationaux (police, université, société civile, etc.). À cet effet, l'OGD écrit au plus grand nombre possible d'organismes nationaux (police, justice, recherche) afin de disposer des statistiques, informations et analyses officielles.

Le rapport annuel, mode d'emploi

Le précédent rapport annuel de l'OGD, portant sur les années 1995 et 1996, annonçait l'alternance, une année sur deux, de rapports par pays diffusés sous forme brochée, sur disquette et sur internet et de rapports thématiques publiés sous forme de livres². Le lecteur pourra constater que le présent rapport, publié un an après le précédent, présente à la fois une approche par grandes zones géographiques et, sous le titre «Analyses», six grandes études transversales. Cela implique donc un retour au contenu des trois premiers rapports publiés³ sous la forme d'un livre qui correspond davantage aux possibilités éditoriales de l'OGD et aux demandes des nombreux lecteurs qui ont lu ou consulté le rapport sur *La Géopolitique mondiale des drogues (1995-1996)*.

Comme nous l'avions indiqué en 1997, de nombreux pays ne connaissent pas de changements suffisamment significatifs pour permettre à l'OGD de renouveler, deux années consécutivement, une analyse de leur situation du point de vue de la géopolitique des drogues. Dans d'autres cas – par exemple celui de la Colombie, du Mexique, du Kenya, du Mexique, de l'Afrique du Sud, de la Birmanie, de l'Afghanistan, de la Russie ou de la Chine – les faits nouveaux ont paru suffisamment importants pour qu'ils fassent l'objet d'un chapitre. Le premier volet de l'alternative, c'est évidemment d'aborder des pays qui n'avaient pas fait l'objet d'une étude l'année précédente, en particulier de grands pays ou des pays pour lesquels la drogue joue un rôle important : l'Argentine, le Royaume-Uni, la Tanzanie, la République démocratique du Congo (RDC), le Pakistan, le Tadjikistan, la Thaïlande, le Laos, l'Australie, le Japon. Le second volet consiste à traiter des pays qui ne l'avaient pas été l'année précédente afin, au fil des années, de couvrir progressivement tous les pays du globe qui sont affectés, d'une manière ou d'une autre, par le problème des drogues, soit la majorité d'entre eux.

Pour la plupart des pays déjà étudiés en 1997, hormis ceux où les changements ont été suffisamment importants pour que leur traitement soit à nouveau globalisant, il était nécessaire de favoriser un ou deux angles d'approche au détriment de données strictement quantitatives (montant des saisies, des arrestations, etc.) ou même des descriptions (nature des organisations criminelles, directions des routes, etc.). Données que l'on trouve par ailleurs dans d'autres rapports, comme celui du Département d'État américain ou de l'OICS.

Ce recentrage était d'autant plus nécessaire que nous avons pris la décision de rédiger, à partir de cette année, des articles plus courts et plus synthétiques. Ainsi, dans le cas de la Russie – pour laquelle, en 1997, un tableau très complet des réseaux criminels par drogue avait été présenté – ce sont cette fois les

² OGD : *La Géopolitique Mondiale des Drogues 1995-1996*, p.6. Ce rapport sera signalé dans les notes suivantes comme GMD (1995-1996).

³ OGD : *La drogue : nouveau désordre mondial*. Paris : Hachette/Pluriel, 1993 signalé comme DNDM (1993) ; OGD : *État des drogues : drogues des États*. Paris : Hachette/Pluriel 1995, signalé comme EDDE (1995) ; OGD : *Géopolitique des Drogues 1995*. Paris : La Découverte, 1995, signalé comme GD (1995)

routes en provenance de l'Asie centrale et l'analyse de la nouvelle législation antidrogues qui ont été privilégiées. Il en va de même pour le Mexique, où l'approche est centrée autour du rôle du narcotrafic dans la préparation des élections de l'an 2000. En ce qui concerne la Belgique, on s'est limité à l'analyse très circonstanciée d'une circulaire du ministère de la Justice qui ouvre la voie à d'importants changements de l'approche de la toxicomanie dans ce pays et qui peut avoir un impact important dans d'autres pays d'Europe. Pour la France, dont les relations avec ses voisins européens, en particulier les Pays-Bas, avaient été étudiées en 1997, on a privilégié l'étude des milieux de consommateurs et les progrès de la politique de prévention des risques. Ce type d'approche contribue à distinguer plus encore le rapport de l'OGD de ceux d'organisations nationales ou internationales dont le traitement est uniforme pour tous les pays abordés. Ce parti-pris sera maintenu dans les prochains rapports : si un pays a été traité au cours de l'année précédente, et s'il n'a pas été globalement le théâtre de changements importants du point de vue géopolitique, il pourra faire l'objet d'une étude thématique.

À deux reprises, nous avons choisi de traiter deux pays dans le cadre d'un même article et dans une région d'un pays et un pays voisin. Cette approche géopolitique se comprendra aisément dans le cas de la Slovaquie et de la République tchèque, qui ne faisaient qu'un il n'y a pas si longtemps, et dont une partie des réseaux de trafic de drogues restent intégrés. Dans le cas de la Gambie et de la Guinée-Bissau, il s'agit de deux pays qui sont plus unis que séparés par la Casamance sénégalaise. Les rebelles casamançais du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) appartiennent à l'ethnie diola que l'on trouve également dans les deux pays. C'est donc naturellement qu'ils ont établi des bases arrières dans l'un comme dans l'autre. Les trafics de marijuana et d'armes transitent dans les deux sens, par voies terrestre et maritime, entre les deux pays.

En ce qui concerne les études transversales, elles sont de différentes natures. Avec «Les drogues de synthèse dans le monde», il s'agit de l'analyse du rôle d'un type de produit au niveau du trafic et de la consommation. Avec «Les marchés et les réseaux de l'héroïne en Europe», on se penche sur la nouvelle politique de distribution des organisations criminelles internationales dans cette région du monde. Une approche semblable est utilisée dans l'étude du rôle du narco-tourisme dans le Golfe de Guinée, mais dans une région où l'amateurisme des réseaux courts est encore plus marqué. «La "caraïbisation" de l'Océan indien» porte sur les mécanismes du blanchiment dans cette région qui implique une comparaison avec la situation dans les Caraïbes. Quant au chapitre sur les drogues dans les relations entre les États-Unis et le Mexique, il traite du plus important problème de géopolitique des drogues en Amérique du Nord. Deux pays enfin – le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud –, dont le rôle déborde largement les limites de leurs frontières, ont paru mériter un espace plus important que celui qui leur aurait été consacré dans le traitement géographique. Des renvois ont été systématiquement faits entre les «analyses» et les chapitres pays dans le but d'enrichir l'information. De même, des références concernant des compléments d'information qui peuvent être trouvés dans d'autres publications de l'OGD que les limites d'espace fixées à chaque chapitre ne permettaient pas d'utiliser, sont également signalées.

En 1998, le rapport de l'OGD n'est présenté qu'en français et en anglais. Seules des raisons budgétaires ont imposé de renoncer à l'espagnol cette année. Cette lacune pourrait être rapidement comblée si un éditeur espagnol ou latino-américain proposait de traduire ce travail. Cette option reste également ouverte pour d'autres langues comme l'arabe ou le russe.

LES GRANDES TENDANCES POUR LES ANNEES 1997/1998

Les années 1997 et 1998 ont vu se confirmer et s'amplifier les grandes tendances observées les années précédentes : expansion et diversification des cultures illicites ; décentralisation des grandes organisations et multiplication des «circuits courts» ; éclatement du marché à travers le poly-usage et le poly-traffic ; prévalence des stimulants de synthèse ; etc. L'élément véritablement nouveau, c'est la reconnaissance explicite par les organisations internationales et les pays riches que le phénomène que la Banque mondiale désigne de l'euphémisme «mal-gouvernance» (corruption-criminalité de haut vol) joue désormais un rôle central dans le développement du trafic de drogues.

Plusieurs pays, et non des moindres, comme la Russie (et une grande partie des républiques issues de l'ex-URSS), le Mexique, la Turquie, etc. sont désormais le siège d'une alliance de moins en moins secrète entre les structures du crime organisé et des sphères de plus en plus élevées de l'État lui-même. Au Japon, la criminalité organisée (yakuza) est à l'origine de 30 % des créances douteuses qui ont provoqué la crise financière. Dans les pays du Sud, et plus particulièrement en Afrique, les privatisations sont désormais, via la corruption, le moteur essentiel du recyclage de l'argent de la drogue. Ainsi, se dessine un nouveau modèle pervers de «développement» qui, tout en enrichissant les élites, cultive le désordre. Cette «criminalisation du politique» devient un frein pour le développement, les activités mafieuses procurant des bénéfices autrement plus substantiels, et surtout plus rapides, que ceux de l'économie formelle.

Et lorsqu'une économie formelle persiste, c'est souvent en tant que paravent pour des activités illicites. Dans de nombreux pays du Sud, il est fréquent que les mêmes opérateurs contrôlent, voire monopolisent, les activités les plus rémunératrices, qu'elles soient formelles ou informelles, légales ou illégales. L'interpénétration des secteurs licites et illicites est telle dans certaines régions du monde que la frontière entre les deux est devenue toute théorique. Conséquence : de vastes pans des économies formelles et des millions d'emplois dépendent de la continuation des activités criminelles, dont la plus rémunératrice est le trafic de stupéfiants. L'économie informelle domine dans la plus grande partie des pays du Sud, mais elle a également pénétré des pans entiers des économies des pays riches, devenant ainsi le fourrier du trafic de drogues et du blanchiment de ses bénéfices.

Ces activités illicites s'inscrivent de plus en plus dans une logique de poly-traffic. La plupart des organisations criminelles qui, au début des années 1990, étaient encore spécialisées dans la distribution d'une seule drogue (héroïne pour les *maffyas* turques, les *fares* albanaises ou les triades chinoises ; cocaïne pour les «cartels» colombiens ; amphétamine pour les yakuza japonais, etc.), ainsi que les simples opérateurs des «circuits courts»⁴ (parmi lesquels les narcotouristes⁵), transportent et offrent désormais sur les marchés nationaux et internationaux une gamme complète de produits capables de répondre instantanément aux nouvelles tendances de la consommation, voire de les susciter. Ce poly-traffic intègre également d'autres marchandises, les mêmes trafiquants n'hésitant pas à véhiculer vers les marchés qui en sont demandeurs matières fissiles (Russie, Turquie, par exemple) ; armes (Afrique, Balkans, en particulier) ; cigarettes (Asie, Afrique du Nord, Amérique latine, Europe, etc.) ; voitures

⁴ Pour la définition donnée par l'OGD de cette notion, voir GD (1995), pp. 8-12.

⁵ Pour la définition donnée par l'OGD de cette notion, voir chapitre «Réseaux et marchés de l'héroïne en Europe».

volées (Afrique australe et occidentale, Europe de l'Est, Mexique, Moyen-Orient, etc.) et surtout migrants clandestins (d'Afrique, d'Asie et du Levant vers l'Europe ; d'Amérique latine et d'Asie vers les États-Unis, etc.).

L'économie politique mafieuse, un modèle de «développement» ?

Le krach mexicain de 1995 (et celui de 1998) et les graves problèmes que connaissent la Russie et le Japon depuis la fin de l'été 1988 constituent à n'en pas douter les premières crises financières majeures de l'histoire des sociétés contemporaines dont la cause principale est une gestion mafieuse de l'économie. Le problème actuel n'est plus quantitatif mais d'une nature autrement fondamentale. La question n'est plus d'évaluer la part des profits criminels (et plus particulièrement ceux de l'industrie de la drogue) qui irrigue les institutions de l'État ou qui est blanchie dans l'économie, mais bien d'identifier des blocages majeurs au développement d'une économie rationnelle et au fonctionnement des institutions démocratiques.

Au-delà du cas russe, les pratiques mafieuses caractérisent la gestion de deux grands pays liés aux deux grandes puissances économiques mondiales : le Mexique (aux États-Unis dans le cadre de l'ALENA depuis 1994) et la Turquie (à l'Europe à travers un traité d'union douanière depuis 1996). La corruption, depuis longtemps endémique au sud du Rio Bravo et sur les rives du Bosphore, a changé de nature ces dernières années. Sur ces terreaux fertiles, la crise de la dette, l'ajustement structurel imposant l'économie de marché sans réformes politiques de fond ou les conflits locaux ont favorisé des alliances entre gouvernants, partis politiques, secteurs financiers et organisations mafieuses, ou même la transformation de partis politiques en organisations mafieuses.

Désormais, loin d'être des cas isolés, les pays que l'OGD avait définis comme «narco-États»⁶, tels la Birmanie ou le Pakistan, peuvent être rétrospectivement considérés comme les précurseurs de la situation qui règne au Mexique et en Turquie. Dans ces pays, des liens anciens mais anecdotiques entre politique et criminalité, argent de la drogue et institutions bancaires, fonctionnent aujourd'hui dans une logique de complémentarité structurelle. Cette logique fait de «l'informel», non seulement une source d'accumulation de capital, mais aussi la solution à certaines «difficultés» inhérentes à l'État et à l'état de droit. Ainsi en Turquie, l'organisation politico-mafieuse d'extrême-droite des Loups Gris, qui se finance grâce au trafic d'héroïne, est protégée par de hautes personnalités de l'État turc qui l'utilisent pour éliminer leurs ennemis politiques en Turquie et à l'étranger (par exemple en Azerbaïdjan)⁷. Au Mexique, la privatisation d'une économie d'État croulant sous le poids de la dette a été imposée sans transparence et sans contrôle démocratique, mais avec la bénédiction de Washington qui pensait tirer un profit considérable de la mise en place de l'ALENA⁸. Les réformes économiques n'ont pas été accompagnées de changements politiques mettant fin à l'impunité des caciques du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), longtemps parti quasiunique. Ainsi, de nombreuses privatisations se sont faites au bénéfice d'un petit groupe d'experts du trafic d'influence et de drogues, des paradis fiscaux et du recyclage des capitaux de la drogue.

Ce «mélange des genres», entre intérêts d'État et intérêts mafieux, n'est pas nouveau. Des pays riches, comme le Japon (dans l'après-guerre), la France (durant la Résistance et l'après-guerre), les États-Unis

⁶ Pour la définition donnée par l'OGD à cette notion, voir EDDE pp. 11-16.

⁷ Voir chapitre «Turquie».

⁸ Voir chapitre «Les relations États-Unis-Mexique dans le cadre de l'ALENA».

(du débarquement en Sicile en passant par la campagne électorale de Kennedy par exemple), l'Italie (sous les gouvernements de la Démocratie chrétienne et du Parti socialiste) l'ont pratiqué dans le passé. Mais, ils n'ont pas permis aux organisations criminelles, contrairement à ce qui se passe au Mexique et en Turquie, d'avoir accès aux plus hautes sphères de l'État (sauf en Italie peut-être) au point de s'identifier à lui. Ils n'ont pas non plus payé de la paralysie de leurs systèmes politiques, juridiques et bancaires (sauf, sur ce dernier point, au Japon) cette dérive momentanée. Or, ce système de complémentarité entre le politique et le criminel, s'il définit de nouveaux narco-États et de nouvelles aristocraties mafieuses, déstabilise des pays entiers dont les institutions, encore fragiles, sont prises dans le maelström de la mondialisation. C'est sans doute en Afrique que les cas de «maladie» mafieuse se trouvent en plus grand nombre, même si le Mexique et la Turquie, sans parler de la Russie, recèlent un potentiel déstabilisateur bien plus menaçant pour le système mondial. Le fait que les circuits criminels (contrebande, prébendes, commissions occultes, pillages des ressources de l'État, etc.) constituent depuis déjà fort longtemps le principal canal d'insertion du continent noir dans l'économie mondiale n'y est pas étranger.

L'institutionnalisation des réseaux mafieux

Ainsi, dans plusieurs pays du Sud, le laxisme et la corruption profitent aux organisations trafiquantes et aux blanchisseurs. Inversement, les investissements réalisés pour blanchir l'argent créent à leur tour des «espaces d'impunité» qui contribuent au développement du trafic⁹. Les individus qui ont mis en place les filières des drogues sont d'autant mieux protégés qu'ils ont utilisé pour cela des réseaux véhiculant des produits de première nécessité devenus rares à cause des événements politiques – guerres civiles et extérieures ; embargos ; famines provoquées ; etc. – dont leur environnement était le théâtre. C'est ce qui se passe dans des pays comme l'Angola, la République d'Afrique du Sud (RSA), la République démocratique du Congo (RDC), la région des Grands lacs, l'Égypte, le Soudan, etc. Ailleurs, par exemple en Afghanistan et au Pakistan, en Amérique centrale, au Mexique et en Thaïlande, c'est surtout «l'instrumentation» directe des réseaux de la drogue dans le cadre de guerres contre le «communisme» ou la «subversion» plus ou moins secrètes, mais cautionnées par les pays riches, qui a fourni l'impunité nécessaire au développement des mafias vers leur statut actuel de puissances économiques.

Le va-et-vient du balancier entre activités légales et illégales (Angola, Cambodge, Kenya, Mexique, RDC, Thaïlande, etc.) a ainsi renforcé des mentalités qui conçoivent l'utilisation de pratiques mafieuses comme une réponse à la crise : un moyen pour dépasser des handicaps liés à la mondialisation et se plier, du moins sur le papier, aux exigences de l'ajustement structurel et/ou, plus prosaïquement, faire face à leurs dettes à l'égard des banques occidentales et du Fonds monétaire international (Bolivie, Côte d'Ivoire, Ghana, Maroc, Mexique, Nigeria, Pérou, Soudan, etc.). La communauté internationale ferme les yeux car divers grands pays occidentaux ont des alliés à ménager, des marchés à protéger et des prêts à se faire rembourser. C'est ainsi que certains hommes, partis ou institutions (militaires, en particulier) ont pu transformer un monopole politique en une mainmise sur les secteurs privatisés de l'économie de leur pays convertie au néolibéralisme (Albanie, Égypte, Mexique, Pérou, Russie, Tanzanie, Tunisie, Turquie, ex-Yougoslavie, etc.). Aujourd'hui, des «ex-apparatchiks», des «casseurs d'embargo», des «freedom fighters», des «seigneurs de la guerre», des «caciques», etc. travaillent à leur compte mais continuent de jouir à la fois du prestige que leur a conféré un combat passé pour «la cause» (politique, nationaliste, religieuse) et de la protection des États au profit desquels ils l'ont livré. Ils utilisent ainsi, en

⁹ Voir chapitre «La «Caraïbisation» de l'Océan indien».

toute impunité, leurs réseaux autrefois spécialisés dans un seul produit pour véhiculer des marchandises «nouvelles» (drogues diverses, matières fissiles, travailleurs clandestins, prostituées, etc.) auxquelles l'interdiction confère une haute valeur ajoutée.

Cette collusion entre les États et la criminalité est désormais si répandue qu'elle s'étale au grand jour sans qu'il soit le plus souvent possible aux grandes puissances qui le désireraient de la censurer sous peine de se voir priver d'interlocuteurs «crédibles» dans des régions sensibles. Ce problème de crédibilité s'est exprimé avec une acuité particulière à New York, en juin 1988, lors de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGASS) dont le thème fédérateur était «tous unis contre la drogue». Plusieurs dizaines des orateurs – chefs d'État et de gouvernement ou leurs représentants – qui s'y sont exprimés avaient ou avaient eu, soit personnellement, soit parce qu'ils représentaient certains pays impliqués, des liens avec la criminalité, le trafic de drogues ou le blanchiment d'argent.

Les consommations se multiplient et se diversifient

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la consommation de substances illicites augmente un peu partout dans le monde ? Mais, pour être générale, cette croissance n'est pas uniforme. Le marché mondialisé des drogues cache des disparités importantes non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur des pays. Alors que les réseaux trafiquants tracent de nouvelles frontières politiques et économiques, de nouveaux «modèles» de consommation dessinent les contours de l'usage de drogue dans le monde du XXI^e siècle.

En Europe et aux États-Unis, les indicateurs servant à mesurer la consommation des drogues «classiques» (dérivés du cannabis, héroïne, cocaïne et crack) restent pour l'essentiel stables. La tendance, déjà observée en 1995-1996, d'une augmentation de la consommation de drogues de synthèse – amphétamine et autres stimulants (dont l'ecstasy), opiacés de synthèse, anabolisants et produits dopants divers (dont l'usage a quitté le milieu des sportifs de haut niveau pour se démocratiser) – s'est largement confirmée et devient la préoccupation principale des autorités des pays occidentaux. En Occident, la consommation de stimulants revêt un caractère essentiellement «récréatif». Mais, dans le reste du monde, elle devient rapidement une véritable toxicomanie de masse avec la diffusion de l'usage «utilitariste» (des chauffeurs de camions en Asie aux cultivateurs ou orpailleurs du Sahel)¹⁰.

Si les indicateurs traditionnels révèlent généralement une stagnation, voire une baisse de la consommation d'héroïne dans quelques pays européens (mais pas dans tous), il semblerait que cette baisse ou stagnation ne concerne que les milieux considérés comme marginaux qui la consomment par voie intraveineuse. Mais cette diminution de la consommation «traditionnelle» d'héroïne pourrait être compensée par le développement de nouveaux marchés caractérisés par la «dédramatisation» de la consommation et le poly-usage de drogues. Il semble que le poly-usage permet l'émergence de nouvelles formes de consommation où l'héroïne est sniffée et surtout fumée au sein de milieux socialement intégrés (comme c'est le cas pour le chlorhydrate de cocaïne)¹¹. Une autre caractéristique de ces milieux, très divers, est que leur consommation ne provoque pratiquement pas de troubles de l'ordre public et, vraisemblablement, que l'usage d'héroïne y cause moins de problèmes sanitaires que chez les «marginaux», et en tout cas que les difficultés éventuelles se règlent sans l'intervention des structures publiques de soins et de police. Ainsi, ces consommateurs intégrés n'apparaissent pas (ou très peu) dans

¹⁰ Voir chapitre «Les Drogues de synthèse dans le monde».

¹¹ Voir chapitre «Poly-traffic et poly-usage au Royaume-Uni : modèle pour l'Europe ?».

les statistiques officielles et leur profil est mal connu... sauf des trafiquants à l'affût des dernières tendances. À des prix très compétitifs, les dealers proposent aux consommateurs «protégés» par leur statut social des types d'héroïne dont la pureté permet justement le développement des nouveaux modèles de consommation¹².

Par ailleurs, les pays du Sud (pays «émergents» inclus) connaissent une augmentation significative de la toxicomanie. Dans un certain nombre de pays d'Asie, comme la Chine, le Pakistan ou la Thaïlande, les stimulants pénètrent désormais des marchés «traditionnellement» structurés autour de l'héroïne. Dans d'autres pays asiatiques – Indonésie, Japon, Philippines – où les drogues de synthèse structuraient déjà le marché, une nouvelle vague de produits stimulants rencontre un succès grandissant auprès des jeunes. En Afrique, l'héroïne est désormais une drogue largement répandue, surtout sur la côte est (Kenya, Maurice, Mozambique, Tanzanie, etc.) où son prix au détail reste relativement bas et très proche de celui pratiqué dans un pays producteur comme le Pakistan. Dans les grands ports d'Afrique de l'Ouest¹³, des prix un peu plus élevés n'empêchent pas la diffusion de l'opiacé, souvent accompagné de celle du crack. Ainsi, héroïne et cocaïne s'ajoutent aux dérivés du cannabis, aux médicaments détournés et à l'alcool – souvent artisanal et/ou frelaté – qui forment la base des marchés d'Afrique et restent les produits psychotropes les plus consommés sur le continent. Si, dans certains pays où cannabis, médicaments et alcool sont également très présents, la consommation de crack ne connaît malgré tout qu'une diffusion restreinte (comme au Nigeria ou au Sénégal), elle explose en Afrique du Sud où l'on recense environ 150 000 consommateurs. En Amérique latine aussi, de nouveaux marchés se développent : pâte base de cocaïne fumée au Chili, au Brésil, en Colombie et en Amérique centrale ; crack dans les Caraïbes¹⁴ et au Brésil (à São Paulo) ; au Mexique, l'héroïne connaît un développement lent, mais régulier, sur les marchés populaires où on note également une explosion de la consommation de méthamphétamine, alors que l'usage de cocaïne et de LSD se développe au sein des classes moyennes et aisées.

¹² Voir chapitre «Réseaux et marchés de l'héroïne en Europe».

¹³ Voir chapitre «Golfe de Guinée : vers un marché unique des drogues?».

¹⁴ Voir chapitre «France et Antilles-Guyane françaises».